

FACE AUX JEUX DES POLITICIENS, FAISONS ENTENDRE NOTRE COLÈRE !

Notables locaux vissés à leur mairie depuis des décennies, nouveaux arrivistes désireux de leur prendre la place, le monde politique tout entier est dans les starting-blocks pour les municipales... avec souvent la présidentielle et les législatives de 2027 en ligne de mire : Bruno Retailleau vient d'ajouter son nom à la longue liste des candidats déclarés !

Nos vies quotidiennes ne se jouent pas dans les institutions

Ces professionnels de la politique s'intéressent à leurs places, bien loin de nos préoccupations quotidiennes : bas salaires, menaces de licenciement. Et dégradation des services publics : les 4 000 suppressions de postes dans l'éducation et les coupes de 4 milliards d'euros dans les hôpitaux prévues au budget 2026 ne vont rien arranger. L'aide médicale d'Etat (AME), qui permet aux plus précaires des travailleurs, les sans-papiers, de se soigner, est de nouveau attaquée, alors qu'elle ne représente que 0,5 % du budget de l'assurance maladie. À l'inverse, les profits des milliardaires et les budgets militaires, eux, grimpent en flèche !

Soutenons des listes ouvrières et révolutionnaires !

C'est pour faire entendre la voix du monde du travail, celles de nos revendications et de nos luttes, que le NPA-Révolutionnaires présente, dans plusieurs dizaines de villes, des listes ouvrières et révolutionnaires. Constituées de travailleurs et de travailleuses, avec ou sans emploi, d'étudiants ou de retraités, elles sont un moyen d'exprimer notre colère - pour ceux d'entre nous qui ont le droit de vote, car nous n'oublions pas que les autres en sont privés faute d'avoir la bonne nationalité.

Nous n'avons aucune confiance à donner aux partis qui postulent à la gestion des affaires des capitalistes, ni à cette droite qui nous

gouverne depuis des années, et encore moins à l'extrême-droite, nos pires ennemis, mais pas davantage aux partis d'une gauche qui promet d'améliorer nos vies, mais a fait l'inverse quand elle était au pouvoir.

Toutes les conquêtes sociales des travailleurs ont été arrachées par les grèves et les manifestations, les seuls moyens de menacer et de faire reculer ceux qui tiennent vraiment l'économie, les patrons et les actionnaires, dont le pouvoir ne dépend d'aucune élection.

Voter et faire voter pour nos listes ouvrières et révolutionnaires, c'est faire entendre l'urgence pour le monde du travail de lutter pour :

- 400 euros net d'augmentation pour tous et toutes ;
- aucun salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net ;
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public comme dans le privé ;
- la régularisation de tous les sans-papiers, droit de vote pour tous à toutes les élections, liberté de circulation et d'installation.

Dans les villes où il n'est pas présent mais où il existe une liste de Lutte ouvrière, le NPA-R, qui est partisan du développement d'un pôle des révolutionnaires, appelle à voter pour celle-ci.

De l'art d'interpréter des sondages

La direction est passée en force pour imposer le passage en 12h dans les services d'hospitalisation de chirurgie. Pour se justifier, interrogée par Ici Normandie, la direction avance que « 94 % des personnels auraient répondu positivement », via un questionnaire. L'alternative étant un changement de service, qui risque de toute façon lui aussi de se voir imposé le passage en 12h, on comprend un peu mieux le choix des collègues. Une alternative que la direction n'a sans doute pas proposée, c'est de recruter plus de personnel pour partager la charge de travail. Voilà enfin révélée la recette de la direction pour obtenir des scores à la Poutine, quand elle se risque à demander l'avis de son personnel !

Notre santé contre son budget

Après plus d'un mois de mise en place du 12h en service de nuit, nos collègues sont à bout, et on bien raison de vouloir se mobiliser pour améliorer leurs conditions de travail. Surtout que, bizarrement, elles seraient moins bien payées : moins de primes de nuit seraient prises en compte... La direction voudrait faire des économies sur la santé de son personnel ? On n'ose le croire.

Une belle vie

La présentation du plan « grand âge » a été repoussé par le gouvernement, qui renvoie aux calendes grecques la planification de l'accueil d'une population vieillissante au sein de structures ayant les moyens humains et financiers nécessaires. En effet, une personne sur cinq en France a plus de 65 ans et selon la DRESS, d'ici 2050, le nombre de personnes en perte d'autonomie nécessitera entre 1500 et 2000 création d'emplois. De la raréfaction des maternités à la difficulté de trouver une place dans une maison de retraite : ainsi se déroule une vie belle sous le soleil du capital.

Lyon : une grève en appelle une autre

Depuis jeudi 5 février, les urgences de l'hôpital Édouard-Herriot sont en grève pour obtenir des embauches, et plus généralement des moyens. Pour des raisons similaires, une grève a également débuté aux urgences de l'hôpital Lyon Sud ce mercredi 11 février. Même colère et même détermination, et pourquoi mêmes piquets de grève dans le futur ? Cela pourrait inspirer les différents services d'urgences du Calvados, tout aussi impactés par l'absence de moyens.

Rognons les drones, sauvegardons les soins

Les régions assurent la gestion des Instituts de formation de soins infirmiers (IFSI), depuis la loi de décentralisation, et décident du nombre de places chaque année. Ainsi, la Bretagne gère 14 établissements de formation infirmiers disposant de 1500 places. Mais face aux choix budgétaires de l'État, qui taille dans le vif de l'éducation et de la santé au profit des armées et des patrons, la région Bretagne a décidé de diminuer le nombre de places en IFSI. Ces oscillations pèsent sur l'attractivité de la profession alors que les déserts médicaux s'agrandissent et que des patients meurent faute de prise en charge. La priorité ne doit pas être donnée à l'enrichissement des marchands de drones tueurs.

ICE : xénophobie business

Le budget de l'ICE, la police américaine de l'immigration, a atteint 85 milliards de dollars en 2025. Si l'ICE était un pays, elle serait la sixième puissance militaire mondiale par l'importance de ses dépenses. Elle prévoit d'investir 40 milliards de dollars dans l'acquisition de nouveaux centres de rétention pour migrants. Une véritable manne pour les entreprises avec lesquelles elle fait affaire. Un business accompagné de violences et de meurtres, aujourd'hui dénoncé par de nombreux Américains.

Macron, Darmanin, RN : même combat

Ce week-end, un jeune homme a perdu la vie à Lyon : un militant d'extrême droite raciste et catholique intégriste venu provoquer une réunion de Rima Hassan, bête noire de l'extrême droite en raison de son engagement pro palestinien. Cette mort est la conséquence de la politique de ces groupes dont le racisme et la violence constituent le fonds de commerce. Serait-il possible de prôner sans arrêt cette violence sans prendre le risque d'en subir les conséquences ?

Macron, Darmanin et les médias en profitent pour mettre en cause la France insoumise et l'extrême gauche, alors que c'étaient bien des nervis d'extrême droite qui attaquaient une réunion publique. Darmanin affirme que « c'est l'ultragauche qui a tué », alors que l'enquête débute tout juste. Ils se gardent bien de faire la liste des victimes avérées de l'extrême droite, de l'assassinat du rugbyman Aramburu, jusqu'à Hichem Miraoui, assassiné par son voisin le 31 mai dernier.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : npacaen@npa-revolutionnaires.org

 [npo_revo_caen](#)